

**Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente
de la Région de Bruxelles-Capitale**



CREB ASBL

Avenue Chapelle-aux-Champs, 40

1200 BRUXELLES

Bruxelles, 08/03/2018

Vos réf. : Votre demande du 06/02/2018

Nos réf. : C.2018.0147/2/CR/ac

A rappeler s.v.p.

Personne à contacter: N. JALET - Tel: 02/208.81.23

Adresse: Allée de la Recherche
1070 Bruxelles

Madame, Monsieur,

Concerne : Demande de permis d'urbanisme

Composition du dossier

Maître de l'ouvrage : Creb asbl
Avenue Chapelle-aux-Champs, 40
1200 Bruxelles (02/776.84.70)

Architecte : Formatis
Avenue de l'Opale, 40
1030 Bruxelles

Annexe : 5 plans cachetés et signés par le Service d'Incendie à la date du 6 février 2018

Description

Construction d'un centre de rééducation pour enfants polyhandicapés (R+1). L'ensemble sera constitué de :

- Au rez : salles de soins, de réunion et d'installations collectives au rez (réfectoire, salon, cuisine et sanitaires au rez).
- Au premier : bureaux et locaux administratifs. Les locaux sont reliés au rez par un escalier et 1 ascenseur.

Antécédent

Avis de permanence « prévention » du 3 octobre 2017.

Réglementation générale

L'immeuble ayant une hauteur conventionnelle inférieure à 10 m ($h < 10$ m), il doit répondre aux spécifications techniques reprises dans l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 (modifié par l'Arrêté Royal du 7 décembre 2016) – Annexes 1, 2/1, 5/1 et 7 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Les prescriptions du titre XIII du Règlement Général de la Bâtisse de l'Agglomération de Bruxelles relatif à la prévention des incendies dans les lieux accessibles au public.

Règlement Général pour la Protection du Travail et le Code sur le Bien-être au Travail

Arrêté Royal du 2014/03/28 (M.B. 2014/04/23) relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail

Mesures de prévention contre l'incendie déjà prises

L'ensemble est subdivisé en 3 compartiments dont les accès se font par des portes coupe-feu EI 30.

Voie d'accès praticable pour les véhicules du Service d'Incendie

Portes EI 30 aux entrées :

- De la cuisine.
- Du local infirmerie et du bureau médical.

Avis du Service d'Incendie

L'examen des plans soumis à l'attention du Service d'Incendie donne lieu aux remarques suivantes:

1. Les dispositions de sécurité reprises aux plans et décrites ci-avant doivent être respectées.
2. Les éléments notés R, E, I, ou EI dans le présent rapport doivent être conformes à la NBN EN 13501, ou aux dispositions reprises à l'article 1 de l'arrêté royal du 13 juin 2007 - Normes de Base, ou correspondre aux mesures transitoires énoncées dans la modification de cet arrêté royal datant du 12.07.2012 (art. 25).
3. Les éléments structuraux de construction assurant la stabilité de l'ensemble ou d'une partie du bâtiment (tels que colonnes, parois portantes, poutres principales, planchers finis et autres parties essentielles constituant la structure du bâtiment) et qui en cas d'affaissement, donnent lieu à un effondrement progressif qui se produit lorsque l'affaissement d'un élément de construction entraîne l'affaissement d'éléments du bâtiment qui ne se trouvent pas à proximité immédiate de l'élément considéré et lorsque la résistance du reste de la construction est insuffisante pour supporter la charge en cause doivent présenter un R 60.
4. Remarques générales :
 - Seul le rez-de-chaussée pourra recevoir des patients à mobilité réduite.
 - Les issues de secours de plain-pied des différents compartiments devront pouvoir être praticables par des fauteuils roulants, être signalés et éclairés par l'éclairage de sécurité.

5. Les compartiments doivent être séparés entre eux et des autres parties du bâtiment par des parois présentant EI 60.

Remarques :

- Les conduites de fluides, de solides, d'électricité ou d'ondes électromagnétiques traversant des éléments de construction ne peuvent pas altérer le degré de résistance au feu exigé pour ces éléments de construction.
- Le cas échéant, en cas de mise en place de faux-plafonds, les parois séparant les compartiments doivent pouvoir être prolongés au-dessus ceux-ci.
- Les faux plafond doivent être EI 30 ou stable au feu Rf ½ h selon la NBN 713.020.

6. Les portes situées dans les dégagements des couloirs vers la porte d'entrée doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Les portes coulissantes de l'entrée doivent être munies d'un dispositif permettant leur déverrouillage manuel et leur ouverture également dans le sens de l'évacuation. La largeur des sorties doivent également tenir compte de la largeur des fauteuils roulants (100 cm.).

7. La décoration de l'établissement doit présenter au moins les caractéristiques suivantes selon les définitions reprises dans l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 – Normes de Base modifiées:

- les revêtements de sol: classe C_{FI}-s2
- les revêtements des parois verticales: classe C-s2,d2
- les plafonds et faux-plafonds : classe C-s2, d0

La décoration occasionnelle ne peut pas augmenter les risques d'incendie et doit répondre aux mêmes critères que la décoration permanente.

8. Le revêtement des façades en bois doit être de la classe de réaction D.

9. Il y a lieu d'utiliser un isolants incombustible en façade.

10. Un éclairage de sécurité comprenant suffisamment de points lumineux doit être installé dans l'établissement. Le niveau d'éclairement qu'il fournit doit permettre une évacuation aisée des locaux; il doit fonctionner automatiquement dès que l'éclairage normal fait défaut et pendant au moins une heure.

L'éclairage de sécurité sera conforme aux prescriptions des :

- NBN EN 60598-2-22 : Règles particulières : Luminaires pour éclairage de secours
- NBN EN 50172 : Systèmes d'éclairage de sécurité
- NBN EN 1838 : Eclairage de secours , de sécurité, de remplacement

11. Les sorties et issues de secours doivent être indiquées par des pictogrammes réglementaires (Code du Bien Etre au Travail – dispositions relatives à la signalisation de sécurité et de santé au travail du titre 6-Livre III); ces pictogrammes doivent être visibles de n'importe quel endroit de l'établissement et éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de sécurité.

12. Les revêtements des parois des cuisines doivent être en matériaux lisses et imperméables et doivent au moins présenter les caractéristiques suivantes selon les définitions reprises dans l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 –Normes de Base modifiées :
Pour le sol : classe B_{FI}-s2
Pour les parois verticales : classe A2-s3, d2
Pour les plafonds : classe A2-s3, d0
13. Les installations de chauffage, non reprises sur les plans, doivent répondre à la réglementation en vigueur.
14. Les installations électriques de l'établissement, y compris l'éclairage de sécurité, doivent être vérifiées par un organisme agréé par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie. Une suite favorable doit être réservée aux remarques éventuelles formulées dans le rapport de visite.
15. L'établissement doit être équipé d'au moins **deux** robinets d'incendie armés conformes à la NBN EN671-1, partie 1: robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides.

Leur nombre est déterminé de la manière suivante :

- Min 1 si la superficie du compartiment >500 m².
- Le jet de la lance atteint chaque point du compartiment.

Ces dévidoirs doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par un contrôle et un entretien tous les ans.

Chaque dévidoir doit être muni d'hydrant DSP de 45 mm de diamètre.

16. Il y a lieu de placer des extincteurs portatifs à eau de 6 litres de type AB à raison d'1 par unité de surface de 150 m².
Ces extincteurs doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par un contrôle et un entretien annuels.
17. L'aménagement des toitures vertes doit respecter les exigences reprises au point 8.4 (planche de l'annexe 5/1 de l'A.R. du 2012/07/12 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion.
18. L'employeur devra se mettre en conformité avec les prescriptions de l'Arrêté Royal de 2014 (voir rubrique « réglementation ») . Dans ce cadre, entre autres, une analyse de risque et un plan interne d'urgence devront être établis. En outre, le plan de l'établissement devra être placé à proximité des entrées et des issues de secours et reprendre l'ensemble des sorties, locaux techniques, et moyens d'extinction à disposition dans l'établissement.
19. L'établissement (l'immeuble) doit être équipé d'une installation de détection automatique d'incendie généralisée. La conception et le fonctionnement de la nouvelle installation doivent être contrôlés par un organisme de contrôle accrédité dans ce domaine conformément à la loi du 20 juillet 1990 relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ou selon une procédure de reconnaissance équivalente d'un autre Etat-membre de la Communauté Européenne ou de la Turquie ou d'un Etat signataire de l'A.E.L.E., partie contractante de l'accord sur l'Espace Economique Européen.

Remarque :

L'installation sera conforme aux normes NBN S 21-100-1&2 sinon tous les produits de même fonction, comme décrit dans ces normes, légalement fabriqués et/ou commercialisés dans un autre Etat membre de la Communauté Européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un Etat signataire de l'A.E.L.E., partie contractante de l'accord sur l'Espace Economique Européen, sont également admis.

N.B. : A.E.L.E. (association européenne de libre échange)

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

L'Officier-chef de service f.f.,

L'Officier,



L^t.-Col. Ing. T. du BUS de WARNAFFE

Cpt. N. JALET